Asie du Nord-Est : bruits de bottes pour une poignée d'îlots inhabités

mardi 9 octobre 2012, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 8 octobre 2012).

En annonçant qu'il allait acheter à son « propriétaire » privé les îles Senkaku (Diaoyu en chinois), revendiquées par Pékin, Tokyo a ravivé la flamme nationaliste dans toute l'Asie du Nord-Est. Il y a un demi-siècle, la réponse à cette provocation serait apparue simple. L'impérialisme japonais s'est emparé en 1895 des Senkaku qui ne lui appartenaient pas ; il doit les restituer. Cela reste vrai, mais dans un contexte qui a beaucoup changé - et les restituer à qui ?

Histoire passée. Les mini-archipels inhabités de la région sont l'objet de revendications concurrentes qui, toutes, invoquent l'histoire - une histoire bien en peine de trancher. Les Senkaku, situées au sud-ouest du Japon entre Okinawa et Taïwan, ont longtemps été intégrées au défunt royaume de Ryukyu [1]. Aujourd'hui encore, bien des habitants d'Okinawa ne se sentent pas Japonais. C'est pourtant sur leur île que Tokyo a autorisé la construction des plus grandes bases militaires des Etats-Unis dans cette partie du monde.

Histoire présente. Ce n'est qu'au cours des dernières décennies que le contrôle des micro-archipels inhabités est devenue si important pour des raisons économiques (ressources marines, pétrole, gaz, métaux...), légales (extension des zones de souveraineté maritime...) et militaires (bases d'appui...). L'indifférence ou les compromis diplomatiques d'hier ne sont plus de mise.

Région sous tension. Chaque archipel de la région ainsi est revendiqué par deux Etats ou plus. Les Senkaku par la Chine, Taïwan et le Japon. Les Rochers Liancourts (Takeshima) par le Japon et la Corée. Les Spratley par la Chine, le Vietnam, la Malaisie, Brunei, les Philippines. Les Paracels par la Chine, Taïwan, le Vietnam... On est loin d'un simple face-à-face Tokyo/Pékin.

Jouer avec le feu. Les revendications territoriales servent par ailleurs à souffler sur le feu des nationalismes. Pour détourner l'attention de la crise sociale, partout. Pour légitimer le régime à la veille d'un congrès décisif du parti dirigeant (Chine) ou d'une élection indécente (Japon) ; pour préparer aussi l'opinion à un réarmement agressif : l'extrême droite nipponne évoque le « droit » de leur Etat à se doter de l'arme nucléaire. Avec à l'arrière plan le renforcement de la marine chinoise et le redéploiement de la VII^e Flotte étatsunienne. Les conflits maritimes se surajoutent aux « points chauds » continentaux (péninsule coréenne...), accroissant l'instabilité régionale.

Alternative. Les peuples de la région n'ont rien à gagner au choc des nationalismes. La grand mérite de l'appel des pacifistes japonais [2] et de vouloir porter un coup d'arrêt à la montée du chauvinisme dans leur propre pays, de reconnaître les torts historiques de leur Etat, tout en s'adressant aux mouvements citoyens des autres pays concernés pour rompre ensemble le cercle vicieux des conflits territoriaux.

Dans le cas des mini-archipels maritimes, pas de souveraineté ancrée dans l'histoire et, faute de population, pas d'exercice possible d'un droit d'auto-détermination. La logique des « droits souverains » transforme les peuples en otages de la géopolitique des puissances. Il faut lui opposer les coopérations régionales, la démilitarisation des zones contestées et la gestion collective des activités humaines en fonction des besoins sociaux et environnementaux. Construire ainsi une

politique de sécurité internationale radicalement différente de celle des classes possédantes.

Pierre Rousset

P.-S.

* Article à paraître dans l'hebdomadaire TEAN du 11 octobre 2012.

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 26583), [The tensions between Japan and China over control of the Senkaku/Diaoyu islands : Reading East Asian History Differently](#).

[2] Voir sur ESSF (article 26508), [Japon : un appel contre les logiques de guerre en Asie du Nord-Est](#).